

CONTACT

Bulletin de l'Association des Registrars des Universités et des Collèges du Canada
The Association of Registrars of the Universities and Colleges of Canada Newsletter



Special Issue
June 1990 Conference
Numéro spécial
Congrès juin 1990

Mot du président President's Message

Ygal Leib

Université du Québec à Montréal

Bilan d'un mandat: 1988-1990

Lorsque, il y deux ans, j'ai accepté le mandat de président de l'ARUCC, j'avais mentionné les deux raisons principales qui m'avaient déterminé à accepter votre confiance: d'une part apprendre, d'autre part servir.

La première raison était mon désir d'apprendre le fonctionnement formel et informel d'une organisation volontaire axée sur le développement professionnel de ses membres, de connaître des personnes ayant les mêmes intérêts professionnels et d'apprendre de leur expérience et de leurs connaissances. La seconde raison était mon souhait de servir mes collègues, en consacrant à l'Association et à ses travaux, plutôt qu'à d'autres entreprises, du temps, du travail, de l'énergie et de l'imagination créatrice. Qu'en est-il deux ans plus tard? Qu'est-ce qui a été accompli? Qu'est-ce qui reste à réaliser des projets d'il y a deux ans?

Dans ce rapport j'aborderai successivement quatre points:

- les services généraux aux membres de l'ARUCC
- la communication entre le Comité exécutif et les membres de l'ARUCC

President's Report: 1988-1990

Two years ago, when I have accepted the mandate of President Elect, my reasons were twofold. The first was a desire to learn the inner workings, both formal and informal, of a voluntary organization. My second reason was the desire to serve my colleagues and friends, by giving them time and labor as well as, hopefully, some creative imagination. What are the results two years later? What was achieved, with the help of the Executive committee? What are the limits of our action and what remains to be continued by the next Executive?

In this report I shall discuss four aspects:

- the general services provided to the members
 - the communication between the Executive Committee and the membership
 - the professional activities
 - the projects which were postponed
- The general services**

he general services to the members are provided by the permanent secretariat in Ottawa, through a contract with AUCC, which in turn subcontracts the work to CAUBO.

Among these services are the mem-

Sommaire In This Issue

Rapport du président / President's Report	1
Assemblée générale / General Meeting Agenda	4
Secretary's Report / Rapport du secrétaire	6
Revisions to Constitution / Amendements des statuts	8
Fee Increase / Augmentation des cotisations	27
EDI Update	31
Review of Student ID Cards	31
Rapport du vice-président / Vice-President's Report	37

- les activités professionnelles
- les projets inachevés ou reportés

Les services généraux

Sur le plan des services généraux aux membres, les deux dernières années se sont caractérisées par la continuité: le secrétariat permanent situé à Ottawa a continué d'assurer les principaux services de secrétariat à nos membres. Parmi ces services essentiels, il faut rappeler la mise à jour de la liste des institutions et de leurs représentants, l'émission d'avis de cotisations et la perception des cotisations, la tenue de la comptabilité et la préparation d'états financiers périodiques, la mise à jour et la publication du Répertoire de l'Association. En outre, le secrétariat permanent fournit de l'information variée, notamment à des fins de publication dans *Contact*, fait circuler des avis de postes vacants et diffuse de l'information sur les documents frauduleux, diffuse *Contact* et les rapports semestriels du président. Malgré quelques difficultés de parcours observées en début de mandat, dues à la lourde charge de travail du secrétariat, qui assure les mêmes services pour le compte de plusieurs associations volontaires affiliées à l'AUCC, et qui se sont traduites notamment par le retard dans la publication de la dernière édition du Répertoire, je considère qu'actuellement les services rendus par le secrétariat permanent sont satisfaisants. Je désire remercier M. Ken Clements et Mme Rose Giroux pour la qualité des services qu'ils rendent à l'ARUCC.

La communication avec les membres

Si le mandat que je viens d'achever aura été marqué par une quelconque contribution particulière tant soit peu significative, celle-ci se situe probablement au chapitre de la communication avec les membres. Dès le début de mon

mandat, j'avais identifié des lacunes dans ce domaine. Sauf exception, les membres ne semblaient pas connaître les préoccupations et les activités du Comité exécutif entre deux conférences biennales. A l'inverse, le Comité exécutif ne disposait pas de véhicule permettant d'identifier les préoccupations des membres. Aussi ai-je concentré mes efforts des deux dernières années sur la conception et la réalisation d'outils de communication de l'ARUCC.

D'une part, j'ai introduit la formule d'un rapport semestriel du président, par laquelle j'ai diffusé régulièrement aux membres l'information concernant les activités et les dossiers abordés par le Comité exécutif. D'autre part j'ai, avec l'aide de Jim Boniface, et grâce à la contribution de plusieurs d'entre vous, renouvelé le bulletin de l'Association, tant sur le plan du contenu que sur celui de la mise en page. Je suis très fier de ces réalisations et j'espère qu'elles seront durables. En particulier, *Contact* me semble un outil indispensable au développement professionnel de nos membres.

Les activités professionnelles

Les deux dernières années ont été plus faibles, comparativement à celles qui les ont précédées, en réalisation d'activités professionnelles significatives pour les membres. Contrairement à d'autres périodes où il semble y avoir eu un plus grand nombre de projets, entre 1988 et 1990, on n'a réalisé qu'une seule enquête, celle sur les cartes d'étudiants. Vous en recevrez le rapport incessamment.

Des Bevis vous fera, quant à lui, rapport des activités internationales, domaine dans lequel il y a eu un certain nombre de développements. Quant aux activités professionnelles suscitées par la présente conférence biennale, événe-

ment qui constitue la principale occasion de développement professionnel de nos membres, vous en êtes juges vous-mêmes.

On peut malgré tout se poser la question de savoir comment il se fait qu'une association constituée de 147 institutions, représentées par plus de 400 personnes, ne soit pas en mesure de susciter et de mener à terme davantage de projets et d'activités professionnelles pour le bénéfice de tous ses membres. Est-ce par manque de disponibilité des personnes, trop prises par leurs tâches professionnelles quotidiennes? Est-ce par manque de moyens financiers?

Il appartiendra au prochain Comité exécutif de trouver les causes du peu d'engagement des membres et d'y remédier. Il appartiendra aussi au prochain Comité exécutif, s'il en décide ainsi, de faire la promotion de l'Association par divers moyens et d'entreprendre une campagne de recrutement systématique, en particulier auprès des CEGEP et des collèges communautaires qui ne sont pas suffisamment représentés dans l'Association. Il s'agit là de projets que l'actuel Comité exécutif a dû reporter faute de moyens et de temps, mais qu'il serait important de mener à bien si l'on veut renforcer l'ARUCC.

Conclusion

Il me reste pour conclure à remercier les membres de leur confiance et de m'avoir fourni l'occasion de servir et d'apprendre. Je désire remercier en particulier tous mes collègues du Comité exécutif - Mary MacGillivray, Glenn Collins, Jacques Loiseau, Ainsley Towe, Lou Ariano, Rob Tiffin, Des Bevis, Alex Reed, - ainsi que le rédacteur de *Contact*, Jim Boniface, de l'aide précieuse qu'il m'ont apportée au cours de ce mandat. □

ContactContactContactContactConte

bership update, the membership fee assessment, the bookkeeping and financial reporting, the update and production of the Associations' s Directory.

The permanent secretariat also provides various information, part of which finds its way into *Contact*. It also circulates among the membership job vacancies notices, fraudulent documents alerts, and distributes regularly *Contact* as well as the President's semi-annual reports.

Although during the last year some difficulties were observed in the provision of certain services, particularly the Directory's update, which were probably caused by the fact that the permanent secretariat provides services to several other organizations affiliated to the AUCC, I consider that these difficulties are now gone and that the services provided are satisfactory. I wish to thank Ken Clements and his staff, particularly Mrs. Rose Giroux for their dedication.

The communication with the members.

It is probably in this field that the last two years were marked by a significant contribution. Since the beginning of my mandate I have noticed that there were no mechanisms for retroaction between the Executive Committee and the members and that most of the time the members did not seem to know what were the activities undertaken by the Executive Committee.

Therefore I decided to write and to distribute twice a year a report through which I informed the membership about the discussions of the Executive Committee during its meetings. The reports were published in January and June 1989 as well as in January 1990.

I remember that during June 1988 General meeting I was asked by Larry Batt if *Contact*, which was then in some

difficulty, would continue to exist as a vehicle of communication between the members. At the time I wasn't too sure of the answer. Today I am proud to report that, thanks to Jim Boniface, and to our initiative to have it revamped, *Contact* is livelier than ever. It even found its way at this conference, in the form of a special conference issue. During the last two years our bulletin was improved enormously, in its substance as well as in its layout. I wish to thank all the members of the Association who, by contributing written material, have helped to keep *Contact* alive and to improve it significantly.

The professional activities.

Sadly, during last two years we were less successful in undertaking and completing professional inquiries and projects, when compared with previous years: although several projects were initiated between 1988 and 1990, only one survey was completed - the survey on Student Identity Cards, the results of which will be reported during the General Meeting. Des Bevis will report on the International Activities.

I also have to mention the talks and papers given during this conference itself, since it is a privileged opportunity for professional development for our members.

The question then arises as to why an Association comprised of 47 institutions and over 400 individual members does not seem to be able to undertake and complete more professional activities projects for the benefit of its members? Is it for lack of financial resources? Is it because the members do not have time or the inclination for volunteer work? It will be up to the next Executive Committee to look into and find solutions to this problem.

It will also be up to the next Execu-

tive Committee, if it so decides, to undertake a recruitment campaign, especially among community colleges and CEGEP, in order to reinforce our Association's basis.

Conclusion

I wish to thank my colleagues for the opportunity to serve them. My special thanks to the Executive Committee (Mary MacGillivray, Glenn Collins, Jacques Loiselle, Ainsley Towe, Lou Ariano, Rob Tiffin Des Bevis, Alex Reed) as well as to *Contact's* Editor (Jim Boniface) who supported me in my tasks and who provided many opportunities for learning.



Ecrivez pour *Contact* !
Write for *Contact* !

General Meeting

ARUCC 1990 General Meeting Agenda, Quebec City, June 22, 1990

- | | |
|--|-----------------|
| I. Call to Order | Y. Leib |
| II. Approval of Agenda | Y. Leib |
| III. Approval of the Minutes of the June 1988 General Assembly | Y. Leib |
| IV. Business Arising from the Minutes | Y. Leib |
| V. President's Report | Y. Leib |
| VI. Financial and Membership Reports | L. Ariano |
| VII. International Activities Report | D. Bevis |
| VIII. Student ID Card Report | R. Tiffin |
| IX. Electronic Data Interchange Report | A. Pappmehl |
| X. Greetings from AACRAO | N. Sproutte |
| XI. Amendments to the Constitution and Bylaws | L. Ariano |
| XII. Fee Increase Proposal | L. Ariano |
| XIII. Election of Officers - Nominating Committee Report | A. Towe |
| XIV. 1992 Conference Announcement | V. Viel |
| XV. Closing Remarks | M. MacGillivray |
| XVI. Adjournment | |

Assemblée générale

Assemblée générale de l'ARUCC, Ville de Québec, le 22 juin 1990

I. Ouverture de l'assemblée	Y. Leibu
II. Ordre du jour	Y. Leibu
III. Procès-verbal de l'assemblée générale de juin 1988	Y. Leibu
IV. Affaires en découlant	Y. Leibu
V. Rapport du Président	Y. Leibu
VI. Etats financiers et état des adhésions	L. Ariano
VII. Rapport sur les activités internationales	D. Bevis
VIII. Rapport sur les cartes d'étudiants	R. Tiffin
IX. Rapport sur l'échange électronique des données	A. Pappmehl
X. Salutations de l'AACRAO	N. Sprotte
XI. Amendements aux statuts et règlements	L. Ariano
XII. Augmentation des cotisations	L. Ariano
XIII. Rapport du Comité de mise en candidature	A. Towe
XIV. Congrès biennal de 1992	V. Viel
XV. Remarques de clôture	M. MacGillivray
XVI. Levée de l'assemblée	

Contact Contact Contact Contact Contact

Financial Statement and Membership Report for the Association of Registrars of the Universities and Colleges of Canada for 1988-1990 (year ending March 31, 1990)

L. R. Ariano
Secretary-Treasurer

The closing balance in the ARUCC accounts as of March 31, 1990 is \$9,780 with \$1,780 in cash and the remainder in investment. The balance at the end of the 1986-1988 period was \$7,126.

Revenue for the 1988 - 1990 period was \$56,862, comprised of membership fees (\$56,025) and interest (\$2,837).

Under expenditures, travel continues to the largest single expenditure. The current Executive met in June 1988 at the Biennial Conference; in November in Montreal, in June 1989 at Moncton, coincident with the AARAO Conference, in November 1989 in Montreal. Travel and related costs continue to

increase. To help lower travel expenses, a number of conferences calls (at the expense of the executive members' institutions) were used to conduct business. For travel to the AARAO Conference, Atlantic members attended at the expense of their institutions and at biennial conferences such as this, each Ex-

	BUDGET	ACTUAL 1989-90	ACTUAL 1988-89
RECEIPTS			
Membership Fees	28,000	27,475	28,550
Interest Income	1,200	1,565	1,272
	29,200	29,040	29,822
DISBURSEMENTS			
Office and General	5,700	7,639	5,681
Publications			
Directory	1,200	1,888	
Contact	3,600	1,635	1,413
Fraudulent Document and			
Job Posting	700		642
Student Task Force Questionnaire			109
Records Task Force -en francais			
ID Card Report			
Retention of Records	1,000		
	6,500	3,522	2,164
International Relations	1,000	751	
Pier Workshop			(320)
Conference			251
Finance Service Charge		763	520
Secretariat Services	7,500	7,500	7,500
Travel and Meetings	10,000	15,065	5,094
	30,700	35,241	20,890
Excess of Receipts over			
Disbursements	(1,500)	(6,201)	8,932
Balance Beginning of Year		16,058	7,126
Balance End of Year		9,858	16,058
Cash		1,780	11,058
Investment		8,000	5,000
		9,780	16,058

Kenneth Clements
MAY 29, 1990

Contact! Contact! Contact! Contact! Contact!

Executive member is financed by his or her institution, not the Association.

The Executive Committee approved the expenditure of \$1,250 for co-spon-

sorship of a conference on Electronic Data Interchange (EDI). This conference was held in Ottawa on February 7, 1990 with a number of ARUCC mem-

bers attending.

There are currently 147 institutional members of ARUCC and 7 Associate members. □

Etats financiers et état des adhésions à l'Association des Registraires des Universités et Collèges du Canada, pour la période 1988-1990 (au 31 mars 1990)

L. R. Ariano

Secrétaire trésorier.

Au 31 mars 1990, le solde était de \$9,780 dont \$1,780 en argent liquide et le reste en certificats de dépôt. A la fin de la période 1986-1988, le solde était de \$7,126. Les revenus de la période ont été de \$56,862, dont \$56,025 en cotisations et \$2,837 en intérêts.

Au chapitre des dépenses, les frais de voyage continuent de constituer la dépense la plus importante du budget de l'Association, tout comme ce fut le cas pour la période 1986-88. Le Comité exécutif actuel s'est réuni en juin 1988 lors du congrès biennal de Toronto, en

novembre 1988 à Montréal, en juin 1989 à Moncton, lors de la conférence de l'AARAO, et en novembre 1989 à Montréal. Pour diminuer ces dépenses, le Comité exécutif a remplacé la rencontre de février 1990 par une conférence téléphonique, dont les frais ont été assumés par les institutions d'appartenance des membres. Lors de la conférence de l'AARAO, les délégués des provinces de l'Atlantique ont fait assumer les dépenses par leurs institutions, tout comme l'ont fait et le feront tous les membres du Comité exécutif lors des

congrès biennaux de Toronto en 1988 et de Québec en 1990.

Le Comité exécutif a approuvé une dépense extraordinaire de \$1,250 afin de parrainer, conjointement avec l'OURA, une conférence sur l'échange électronique des données (EDI). Plusieurs représentants des institutions membres de l'ARUCC ont participé à cette conférence qui s'est tenue le 7 février 1990 à Ottawa.

Actuellement l'ARUCC est composée de 147 institutions et de 7 membres associés. □

Recommandation du Comité de mise en candidature pour le Comité exécutif 1990

1990 Nominating Committee Proposal

Past President: Ygal Leibu, Université du Québec à Montréal

President Elect: Mary MacGillivray, Dalhousie University

Vice-President, International Affairs: Arunas Alisaukas, Mount Royal College

Vice-President: Ronald Heath, Simon Fraser University

Members-at-Large

Atlantic: Glen Collins, Memorial University of Newfoundland

Quebec: Jean-Paul Schuller, McGill University

Ontario: Robert Tiffin, University of Western Ontario

West: Trish Angus, Douglas College

Editor of *CONTACT*: Jim Boniface, University of Waterloo □

Président sortant: Ygal Leibu, Université du Québec à Montréal

Présidente élue: Mary MacGillivray, Dalhousie University

Vice-président, activités internationales: Arunas Alisaukas, Mount Royal College

Vice-président: Ronald Heath, Simon Fraser University

Délégués

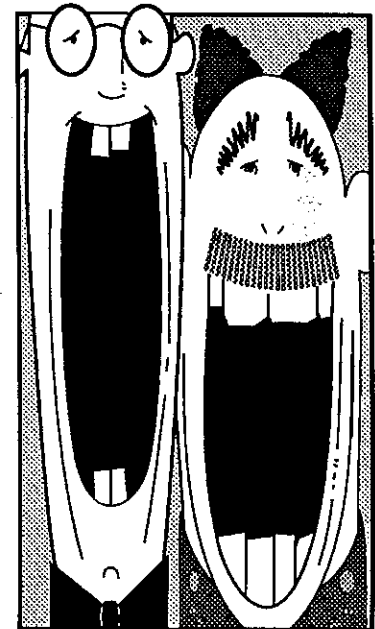
Atlantic: Glen Collins, Memorial University of Newfoundland

Quebec: Jean-Paul Schuller, McGill University

Ontario: Robert Tiffin, University of Western Ontario

Ouest: Trish Angus, Douglas College

Rédacteur de *CONTACT*: Jim Boniface, University of Waterloo □



Ecrivez pour *Contact* !
Write for *Contact* !

Association of Registrars of the Universities and Colleges of Canada

CONSTITUTION

ARTICLE I - NAME

The name of the organization shall be THE ASSOCIATION OF REGISTRARS OF THE UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA (hereafter referred to as A.R.U.C.C.).

Article II - PURPOSE

The purpose of the Association shall be: (a) to promote communication and exchange of information on the functions normally associated with the office of the Registrar such as, admissions, registration, records and other closely related functions; (b) to promote the professional development of the officers so as to enable them to discharge their duties and responsibilities effectively.

Section I

Within the jurisdiction of the Association for the fulfillment of its purposes and aims are the following functions:

- a) the promotion of communication and exchange of information among the membership;
- b) to identify and communicate to the membership changes in secondary and post secondary education systems;
- c) to promote an awareness of the admission and transfer policies among post secondary educational institutions;
- d) to hold workshops, meetings and conferences in order to increase the competence of members of the Association;
- e) to represent the views of the Association to the appropriate levels of government educational bodies and other agencies;
- f) other activities and undertakings as may seem appropriate to the Association.

REVISIONS

ARTICLE I - NAME

The name of the organization shall be THE ASSOCIATION OF REGISTRAR'S OF THE UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA (hereafter referred to as *the Association*).

ARTICLE II - PURPOSE

The purpose of the Association shall be: (a) to promote communication and exchange of information on admissions, registration, records and other closely related functions; (b) to promote the professional development of its members responsibilities effectively: (c) *to promote the views of the Association to the appropriate levels of government, educational bodies and other agencies.*

Section I

Within the jurisdiction of the Association, for the fulfillment of its purposes, are the following functions:

- a) the promotion of communication and exchange of information among the membership;
- b) to identify and communicate to the membership changes in secondary and post-secondary education systems;
- c) to promote an awareness of the admission and transfer policies among post-secondary educational institutions;
- d) to hold workshops, meetings and conferences in order to increase the competence of members of the Association;
- e) *the promotion and support of research, policy studies and other investigations into the practice and management of registrarial administration;*
- f) *the recognition of meritorious achievement on the part of both institutions and individuals;*
- g) other activities and undertakings as may seem appropriate to the Association.

Association des Registraires des Universités et Collèges du Canada

STATUTS

Article I - NOM

Le nom de l'organisme est L'ASSOCIATION DES REGISTRAIRES DES UNIVERSITÉS ET COLLEGES DU CANADA (appelée ci-après ARUCC).

Article II - BUTS

Les buts de l'Association sont les suivants:

- a) promouvoir la communication et l'échange d'information sur les tâches qui incombent normalement au poste de registraire, telles que les admissions, les inscriptions, la conservation et la mise à jour des dossiers ainsi que les autres tâches étroitement reliées à cette fonction;
- b) promouvoir le perfectionnement professionnel du personnel du registrariat afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de ses devoirs et responsabilités.

Section I

Pour réaliser ses buts et ses objectifs, l'Association exerce les fonctions suivantes:

- a) promouvoir la communication et l'échange d'information entre les membres;
- b) identifier les changements apportés aux systèmes d'enseignement secondaire et postsecondaire et en faire part aux membres;
- c) promouvoir la connaissance des politiques d'admission et de transfert dans les établissements d'enseignement postsecondaire;
- d) tenir des ateliers, des réunions et des conférences dans le but d'accroître la compétence des membres de l'Association;

AMENDEMENTS

Article I - NOM

Le nom de l'organisme est L'ASSOCIATION DES REGISTRAIRES DES UNIVERSITÉS ET COLLEGES DU CANADA (appelée ci-après l'ASSOCIATION).

Article II - BUTS

Les buts de l'Association sont les suivants:

- a) promouvoir la communication et l'échange d'information sur les tâches qui incombent normalement au poste de registraire, telles que les admissions, les inscriptions, la conservation et la mise à jour des dossiers ainsi que les autres tâches étroitement reliées à cette fonction;
- b) promouvoir le perfectionnement professionnel du personnel du registrariat afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de ses devoirs et responsabilités;
- c) *promouvoir les points de vue de l'Association auprès des gouvernements, d'organismes éducatifs, et d'autres organisations.*

Section I

Pour réaliser ses buts et ses objectifs, l'Association exerce les fonctions suivantes:

- a) promouvoir la communication et l'échange d'information entre les membres;
- b) identifier les changements apportés aux systèmes d'enseignement secondaire et postsecondaire et en faire part aux membres;
- c) promouvoir la connaissance des politiques d'admission et de transfert dans les établissements d'enseignement postsecondaire;
- d) tenir des ateliers, des réunions et des conférences dans le but d'accroître la compétence des membres de l'Association;

Article III - MEMBERSHIP

Section I - Institutional Membership

Membership is by institution. Each institution has one vote on all matters brought before the Association. The Executive Committee may approve for membership an application from any educational institution offering post-secondary education. The total operating revenue of each member institution determines both the institutional fee (in 1984 - \$50 to \$300) and the number of individuals each institution may declare as individual members.

Section II - Regular Membership

Regular membership, without voting privileges, may be granted to individuals of member educational institutions.

Section III - Associate Membership

Associate Membership, without voting privileges, may be granted to those individuals representing organizations or agencies closely identified with or providing beneficial services to eligible Educational Institutions. Eligibility for Associate Membership shall be determined by the Executive Committee and reported to the Association.

Section IV - Honorary Membership

By a majority vote of the Executive Committee, a member or former member whose services to the Association have been significant but who no longer holds a registrarial appointment may be granted honorary membership, without voting privileges. Any institutional representative or regular member may present a recommendation for honorary membership to the Executive Committee.

ARTICLE III - MEMBERSHIP

Section I - Institutional Membership

Membership is by institution. Each institution shall have one vote on all matters brought before the Association. The Executive Committee may approve for membership an application from *an educational institution which is a member of or is formally federated with member institutions of the Association of the Universities and Colleges of Canada (AUCC) or the Association of the Community Colleges of Canada (ACCC) offering post-secondary education. The above provision does not apply to institutions with membership in good standing as of June 22, 1990.* The total operating revenue of each member institution shall determine both the institutional fee and the number of individuals each institution may declare as institutional members.

Section II - Individual Membership

Individual membership, without voting privileges, may be granted to individuals of member institutions.

Section III - Associate Membership

Associate Membership, without voting privileges, may be granted to those individuals representing organizations or agencies not eligible for institutional membership but which are closely identified with or providing beneficial services to member institutions. Eligibility for associate membership shall be determined by the Executive Committee and shall be reported to the Association.

Section IV - Honorary Membership

By a majority vote of the Executive Committee, a former member whose services to the Association have been significant may be granted honorary membership, without voting privileges. Any institutional member or individual member of the Association may present to the Executive Committee a recommendation for honorary membership. *Nominations for Honorary Membership should be accompanied by a full listing of the contributions made by the nominee to the Association. These may include service as a member of and/or officer of the Executive Committee; active participation in planning committees of biennial conferences; participation as presenter, chair, recorder at conferences; member of an Association task force; active participation in regional association affairs.*

- e) représenter les points de vue de l'Association auprès d'organismes éducatifs, des autorités gouvernementales ou d'autres instances;
- f) entreprendre les activités et les projets que l'Association juge pertinents.

Article III - ADHÉSION

Section I - Adhésion des établissements

L'adhésion est au nom de l'établissement. Chaque établissement dispose d'une voix sur toutes les questions soumises à l'Association. Le Comité exécutif peut approuver la candidature de tout établissement d'enseignement qui offre des programmes postsecondaires. Le revenu de fonctionnement global de chaque établissement membre détermine à la fois sa cotisation (de 50\$ à 300\$ en 1984) et le nombre de personnes que chaque établissement peut déclarer comme membres individuels.

Section II - Membres ordinaires

Des personnes appartenant à un établissement d'enseignement membre peuvent devenir membres ordinaires sans droit de vote.

Section III - Membres associés

On peut accepter comme membres associés, sans droit de vote, des personnes représentant des organismes en rapport étroit avec des établissements d'enseignement admissibles ou qui leur rendent des services. Le Comité exécutif détermine l'admissibilité au titre de membre associé et en fait rapport à l'Association.

Section IV - Membres honoraires

Sous réserve d'un vote majoritaire du Comité exécutif, des membres ou anciens membres ayant rendu des services marquants à l'Association mais n'occupant plus un poste de registraire peuvent devenir membres honoraires sans droit de vote. Tout représentant d'établissement ou membre ordinaire peut présenter une recommandation en ce sens au Comité exécutif.

- e) *promouvoir et encourager la recherche, l'analyse de politiques et de pratiques dans l'administration des registrariats et des services d'admission;*
- f) *reconnaître les réalisations méritoires et exceptionnelles des individus et des institutions dans ce domaine;*
- g) entreprendre les activités et les projets que l'Association juge pertinents.

Article III - ADHÉSION

Section I - Adhésion des établissements

L'adhésion est au nom de l'établissement. Chaque établissement dispose d'une voix sur toutes les questions soumises à l'Association. Le Comité exécutif peut approuver la candidature d'un établissement d'enseignement *qui est membre de, ou qui est affilié formellement à l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC) ou à l'Association des Collèges Communautaires du Canada (ACCC), et qui offre des programmes d'enseignement postsecondaire. Cette disposition ne s'applique pas aux établissements qui sont membres en règle de l'ARUCC au 22 juin 1990.* Le revenu de fonctionnement global de chaque établissement membre détermine à la fois sa cotisation et le nombre de personnes que chaque établissement peut déclarer comme membres individuels.

Section II - Membres individuels

Des personnes appartenant à un établissement d'enseignement membre peuvent devenir membres *individuels* sans droit de vote.

Section III - Membres associés

On peut accepter comme membres associés, sans droit de vote, des personnes représentant des organismes en rapport étroit avec des établissements d'enseignement admissibles ou qui leur rendent des services. Le Comité exécutif détermine l'admissibilité au titre de membre associé et en fait rapport à l'Association.

Section IV - Membres honoraires

Sous réserve d'un vote majoritaire du Comité exécutif, des membres ou anciens membres ayant rendu des services marquants à l'Association mais n'occupant plus un poste de registraire peuvent devenir membres honoraires sans droit de vote. Tout représentant d'établissement ou membre ordinaire peut présenter une recommandation en ce sens au Comité exécutif.

ARTICLE IV - EXECUTIVE COMMITTEE

Section I

The Executive Committee consisting of eight (8) members and the Past President, 'ex-officio', shall conduct the business of the Association during the interval between national meetings.

The Executive Committee shall have the authority to determine the time and place of the Association meetings and the responsibility to make the necessary arrangements as provided in the bylaws.

Section II

The elected members of the Executive Committee shall be the President, two Vice-Presidents, Secretary/Treasurer and four members-at-large. The membership of the Executive Committee shall reflect the geographical and institutional membership of the Association.

Section III

The Executive Committee members must be either institutional representatives or regular members of the Association.

Section IV

Normally, the Executive Committee shall meet a minimum of three times each year. At least one of these meetings should coincide with a regional conference.

Section V

The expenses for the Executive Committee meetings shall, if necessary, be covered by the Association. The expenses of resource personnel, invited by the Executive Committee, may be paid by the Association upon approval of the Executive Committee.

ARTICLE IV - EXECUTIVE COMMITTEE

Section I

The Executive Committee, consisting of eight (8) elected members and the Past President, 'ex officio', shall conduct the business of the Association during the interval between *General Meetings*.

The Executive Committee shall have the authority to determine the time and the place of the Association's General Meeting and the responsibility to make the necessary arrangements as provided in the bylaws.

Section II

The elected members of the Executive Committee shall be the President, two Vice Presidents, Secretary-Treasurer and four regional representatives. The membership of the Executive Committee should, *wherever possible, reflect the composition of the membership of the Association.*

Section III

The Executive Committee members must be institutional members or individual members of the Association.

Section IV

Normally, the Executive Committee shall convene a minimum of three times each year. At least one of these meetings should coincide with a regional or national conference.

Section V

The expenses for the Executive Committee meetings, *other than those which coincide with the national conference,* shall, if necessary, be covered by the Association. The expenses of resource personnel, invited by the Executive Committee, may be paid by the Association upon approval of the Executive Committee.

Note: Expenses for Executive Committee members attending regional conferences shall be covered by the Association except for Executive Committee members from that region.

Article IV - COMITÉ EXÉCUTIF

Section I

Le Comité exécutif, formé de huit (8) membres et du président sortant, nommé d'office, s'occupe des affaires de l'Association entre les assemblées générales.

Le Comité exécutif est habilité à déterminer le moment et le lieu des assemblées de l'Association et il est chargé de prendre les dispositions nécessaires, tel que prévu dans les règlements.

Section II

Les membres élus du Comité exécutif sont le président, deux vice-présidents, le secrétaire-trésorier et quatre autres membres. La composition du Comité exécutif doit refléter la composition géographique et institutionnelle de l'Association.

Section III

Les membres du Comité exécutif doivent représenter un établissement ou être membres ordinaires de l'Association.

Section IV

Normalement, le Comité exécutif se réunit au moins trois fois par année. Au moins une de ces réunions doit coïncider avec une assemblée régionale.

Section V

Au besoin, l'Association assume les dépenses des réunions du Comité exécutif. Elle peut aussi, avec l'approbation du Comité exécutif, assumer les dépenses du personnel-ressource invité par le Comité.

Les recommandations d'accorder le statut de membre honoraire doivent être accompagnées d'une description détaillée des contributions de la personne recommandée à la vie de l'Association. Ces contributions peuvent inclure des services rendus à titre de membre ou à titre de membre du Comité exécutif, à titre de membre de groupes de travail, à titre d'organisateur actif de conférences biennales, à titre de présentateur ou de modérateur à des conférences, à titre de membre actif des associations régionales.

Article IV - COMITÉ EXÉCUTIF

Section I

Le Comité exécutif, formé de huit (8) membres et du président sortant, nommé d'office, s'occupe des affaires de l'Association entre les assemblées générales.

Le Comité exécutif est habilité à déterminer le moment et le lieu des assemblées de l'Association et il est chargé de prendre les dispositions nécessaires, tel que prévu dans les règlements.

Section II

Les membres élus du Comité exécutif sont le président, deux vice-présidents, le secrétaire-trésorier et quatre autres membres. La composition du Comité exécutif *devrait refléter, autant que faire se peut, la composition géographique et institutionnelle de l'Association.*

Section III

Les membres du Comité exécutif doivent représenter un établissement ou être membres ordinaires de l'Association.

Section IV

Normalement, le Comité exécutif se réunit au moins trois fois par année. Au moins une de ces réunions doit coïncider avec une assemblée régionale.

Section V

Au besoin, l'Association assume les dépenses des réunions du Comité exécutif, *sauf de celle qui coïncide avec la conférence biennale.* Elle peut aussi, avec l'approbation du Comité exécutif, assumer les dépenses du personnel-ressource invité par le Comité. *Les dépenses des membres du Comité exécutif, effectuées à l'occasion de participation à des conférences d'associations régionales, seront prises en charge par l'Association, sauf pour les membres résidant dans la région où a lieu la conférence.*

Article V - AMENDMENTS

Section I

This constitution may be amended at any national meetings or by mail ballot.

- a) A two-thirds vote of the institutional voting members is required provided that a notice of the proposed amendment has been mailed by the Executive Committee to each institutional voting member at least thirty days (30 calendar days) before the national meeting or due date for returning ballots.
- b) An amendment not proposed as in a) above prior to the national meeting may be adopted by a four/f

APPROVED: June 1986

ARTICLE V - AMENDMENTS

Section I

The constitution may be amended at any *General Meeting* or by mail ballot.

- a) A two-thirds vote of the institutional voting members is required provided that a notice of the proposed amendment has been forwarded by the Executive Committee to each institutional voting member at least *sixty calendar days before the General Meeting* or due date for the return of ballots.
- b) An amendment not proposed as in Article V a) prior to the *General Meeting* may be adopted by a four-fifths vote of institutional voting members present and voting.

REVISED: November 1989

Article V - MODIFICATIONS

Section I

Les présents statuts peuvent être modifiés lors d'une assemblée générale ou par scrutin postal.

- a) Les voix des deux tiers des établissements membres sont nécessaires, à la condition que le Comité exécutif ait fait parvenir à chaque membre votant un avis de la modification proposée au moins trente jours de calendrier avant l'assemblée générale ou avant la date du vote par la poste.
- b) Une modification non proposée selon les conditions mentionnées ci-dessus avant l'assemblée générale peut être adoptée par les quatre cinquièmes des établissements membres représentés et votants.

ADOPTION: Juin 1986

Article V - MODIFICATIONS

Section I

Les présents statuts peuvent être modifiés lors d'une assemblée générale ou par scrutin postal.

- a) Les voix des deux tiers des établissements membres sont nécessaires, à la condition que le Comité exécutif ait fait parvenir à chaque membre votant un avis de la modification proposée au moins *soixante* jours de calendrier avant l'assemblée générale ou avant la date du vote par la poste.
- b) Une modification non proposée selon les conditions mentionnées ci-dessus avant l'assemblée générale peut être adoptée par les quatre cinquièmes des établissements membres représentés et votants.

RÉVISION: Novembre 1989

BYLAWS

Article I - FEES

Section I

Recommendations concerning institutional, regular and associate membership fees by the Executive Committee shall be made to the Association at the national meeting for ratification.

Section II

National meeting - a registration fee, based on the total conference costs, will be determined by the local Arrangements Committee and submitted for review and approval by the Executive Committee. There is no registration fee for honorary members. There may be an additional non-member fee to be determined by the Executive Committee

Article II - MEETINGS

Section I

National meetings of the Association shall be held every two years.

Section II

The national meeting of the Association shall be held on the date and place as determined by the Executive Committee.

Section III

The Executive Committee shall, in the case of an emergency, have the power to postpone or cancel such a meeting.

Section IV

Final notice of the Association meetings and agendas shall be mailed to all members at least sixty (60) days in advance. Preliminary information shall be distributed not later than six months prior to the national meeting.

Section V

The Executive Committee shall rotate the location of the national meeting among the four regions; Atlantic Provinces, Quebec, Ontario and the Western Provinces.

REVISIONS

ARTICLE I - FEES

Section I

Recommendations concerning institutional, individual and associate membership fees by the Executive Committee shall be made to the Association at the *General Meeting* for ratification.

ARTICLE II - MEETINGS

Section I

The General Meeting of the Association shall be held every two years.

Section II

The General Meeting of the Association shall be held on the date and place as approved by the Executive Committee, normally at the biennial conference.

Section III

The Executive Committee shall, in the case of an emergency, have the power to postpone or cancel such a meeting.

Section IV

Final notice of the Association's *General Meeting* and agenda shall be forwarded to all member institutions at least sixty calendar days in advance.

Section V

The Executive Committee shall rotate the location of the *General Meeting* among the four regions; Atlantic Provinces, Quebec, Ontario and the Western Provinces.

RÈGLEMENTS

Article I - COTISATION

Section I

Les recommandations du Comité exécutif relativement aux cotisations des établissements et des membres ordinaires et associés sont soumises à l'Association pour ratification lors de l'assemblée générale.

Section II

Assemblée générale: le comité local d'organisation établit un droit d'inscription d'après le coût total de l'assemblée et le soumet au Comité exécutif pour étude et approbation. Il n'y a pas de droit d'inscription pour les membres honoraires. Le Comité exécutif peut établir un droit supplémentaire pour les non-membres.

Article II - ASSEMBLÉES

Section I

L'Assemblée générale de l'Association a lieu tous les deux ans.

Section II

L'Assemblée générale de l'Association a lieu à la date et au lieu déterminés par le Comité exécutif.

Section III

En cas d'urgence, le Comité exécutif est habilité à retarder ou annuler l'assemblée.

Section IV

Le dernier avis de la tenue d'une réunion de l'Association ainsi que l'ordre du jour doivent être expédiés par la poste à tous les membres au moins soixante (60) jours à l'avance.

Section V

Le Comité exécutif veille à ce que l'Assemblée générale soit tenue à tour de rôle dans les quatre régions: les provinces Atlantiques, le Québec, l'Ontario et les provinces de l'Ouest.

AMENDEMENTS

Article I - COTISATION

Section I

Les recommandations du Comité exécutif relativement aux cotisations des établissements et des membres *individuels* et associés sont soumises à l'Association pour ratification lors de l'Assemblée générale.

Article II - ASSEMBLÉES

Section I

L'Assemblée générale de l'Association a lieu tous les deux ans.

Section II

L'Assemblée générale de l'Association a lieu à la date et au lieu déterminés par le Comité exécutif, *normalement lors de la conférence biennale*.

Section III

En cas d'urgence, le Comité exécutif est habilité à retarder ou annuler l'assemblée.

Section IV

Le dernier avis de la tenue de l'Assemblée générale ainsi que l'ordre du jour doivent être expédiés par la poste à tous les membres au moins soixante (60) jours à l'avance.

Section V

Le Comité exécutif veille à ce que l'Assemblée générale soit tenue à tour de rôle dans les quatre régions: les provinces Atlantiques, le Québec, l'Ontario et les provinces de l'Ouest.

Section VI

Fifty percent of the voting members of the Association in attendance at a general meeting shall constitute a quorum.

Section VII

The Executive Committee may grant Observer status to individuals who are not associated with Educational Institutions but are providing beneficial services. Fees for this status shall be determined by the Executive Committee.

Section VI

At any General Meeting of the Association, only one vote may be cast per institution represented with membership in good standing. Where two or more members are present from the same institution, they shall determine who shall vote.

A quorum at any general meeting shall be 20% of member institutions. All questions arising at any such meeting shall be decided by a majority of the votes cast. In the case of a tie vote, the Chair shall have the deciding vote.

Section VI

Cinquante pour cent des membres de l'Association habilités à voter, réunis en assemblée générale constituent un quorum.

Section VII

Le Comité exécutif peut accorder le statut d'observateur à des personnes qui n'appartiennent pas aux établissements d'enseignement mais rendent des services appréciables. Le Comité détermine les frais applicables à ce statut.

Section VI

Lors de toute Assemblée générale, une institution en règle jouit d'un seul droit de vote. Lorsque plusieurs membres individuels appartenant à une même institution sont présents, ils déterminent qui votera au nom de l'institution. Lors des Assemblées générales, le quorum est formé de 20% des institutions membres. Les décisions se prennent à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, le vote du Président d'Assemblée est prépondérant.

ARTICIE III - CONGRÈS BIENNAL

Section I

Le Comité exécutif approuve la tenue du Congrès biennal à tour de rôle, dans les provinces de l'Atlantique, au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest.

Section II

Le Comité exécutif examine et approuve le budget, le programme et l'organisation du Congrès biennal.

Section III

Les frais d'inscription au Congrès biennal seront déterminés par le Comité organisateur et soumis au Comité exécutif pour examen et approbation. Les membres honoraires seront exemptés des frais d'inscription. Les frais pour les non-membres seront déterminés par le Comité exécutif.

Section IV

En cas d'urgence, le Comité exécutif a le pouvoir de reporter ou d'annuler la tenue d'un Congrès biennal.

Section V

Les institutions hôtes sont responsables de la gestion financière d'un Congrès biennal et assumeront tout déficit éventuel.

Section VI

Les institutions hôtes doivent soumettre au Comité exécutif au plus tard six mois après la tenue du Congrès biennal, un rapport écrit sur les dépenses, les revenus et la participation, et des recommandations concernant le prochain congrès.

ARTICLE III - BIENNIAL CONFERENCE

Section I

The Executive Committee shall award the hosting of the biennial conference on a rotating regional basis; that is, Atlantic provinces, Quebec, Ontario and the Western provinces.

Section II

The Executive Committee shall review and approve the biennial conference budgets, program and arrangements.

Section III

A registration fee for the biennial conference will be determined by the Conference Committee and submitted for review and approval by the Executive Committee. The registration fees shall be waived for honorary members. There may be an additional non-member fee to be determined by the Executive Committee.

Section IV

The Executive Committee shall, in the case of an emergency, have the power to postpone or cancel the biennial conference.

Section V

The host institution(s) assume full responsibility for the financial management of the conference, including any resulting deficit.

Section VI

Within six months following the biennial conference, the host institution(s) must submit to the Executive Committee a written report of final revenue/expenditures, attendance and recommendations for the next biennial conference.

Article III - MANDAT ET DEVOIRS DU COMITÉ EXÉCUTIF

Section I

Les candidatures en vue de l'élection du Comité exécutif sont proposées au Comité des candidatures par les représentants des établissements ou par les membres ordinaires de l'Association. Les membres sont élus par simple scrutin majoritaire des membres présents exerçant leur droit de vote.

Section II

Le Président accède normalement à son poste après avoir été Vice-président. Il préside toutes les assemblées de l'Association auxquelles il assiste; il est aussi Président du Comité exécutif et est entièrement responsable des activités ainsi que de la surveillance de toutes les tâches assignées et déléguées.

Section III

Les deux Vice-présidents assistent le Président et s'acquittent des devoirs qu'il leur confie. Normalement, le Comité des candidatures désigne l'un des vice-présidents qui deviendra Président à la fin de son mandat. Si le poste de Président devient vacant, le Vice-président l'occupera pendant le reste du mandat.

Section IV

Le Secrétaire-trésorier est le dépositaire des dossiers du secrétariat et des dossiers financiers ainsi que des procès-verbaux de l'Association. Il tient une liste à jour des membres de l'Association, est l'unique responsable des dossiers et rapports concernant les effectifs et signale au Comité exécutif tout changement apporté à la liste des membres. Il doit obtenir l'autorisation du Président préalablement au paiement des factures.

Section V

Les quatre délégués s'acquittent des fonctions que leur confie le Président.

Article IV - MANDAT ET DEVOIRS DU COMITÉ EXÉCUTIF

Section I

Les candidatures en vue de l'élection du Comité exécutif sont proposées au Comité des candidatures par les représentants des établissements ou par les membres *individuels* de l'Association. Les membres sont élus par simple scrutin majoritaire des membres présents exerçant leur droit de vote.

Section II

Le Président accède normalement à son poste après avoir été Vice-président. Il préside toutes les *Assemblées générales* auxquelles il assiste; il est aussi Président du Comité exécutif et est entièrement responsable des activités ainsi que de la supervision de toutes les tâches assignées et déléguées.

Section III

Les deux Vice-présidents assistent le Président et s'acquittent des devoirs qu'il leur confie. Normalement, le Comité des candidatures *mandate l'un des Vice-présidents pour devenir Président lors du prochain terme. En l'absence du Président, le Vice-président préside l'Assemblée générale.* Si le poste de Président devient vacant, le Vice-président l'occupera pendant le reste du mandat. *L'autre Vice-président sera désigné comme Vice-président aux Relations internationales.*

Section IV

Le Secrétaire-trésorier est, *conjointement avec le Secrétariat de l'Association*, le dépositaire des dossiers du secrétariat et des dossiers financiers ainsi que des procès-verbaux de l'Association. Il tient une liste à jour des membres de l'Association, est responsable des dossiers et rapports concernant les effectifs et signale au Comité exécutif tout changement apporté à la liste des membres.

Section V

Les quatre délégués *représentants régionaux agissent comme personnes ressources pour le bulletin de l'Association et s'acquittent des fonctions que leur confie le Président.*

Article III - TERM OF OFFICE AND DUTIES OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

Section I

Nominations for the election of the Executive Committee shall be submitted to the Nominating Committee by institutional representatives or members. To be eligible for nomination, a nominee must be an institutional representative or regular member of the Association. Members are elected by a simple majority vote of those present and voting.

Section II

The President shall normally assume office after having served as Vice-President. The President shall preside at all meetings of the Association at which he/she is present, shall act as Chairman of the Executive Committee, and shall be in full charge of the operations as well as responsible for the supervision of all assigned and delegated duties.

Section III

The two Vice-Presidents will assist the President and shall perform the duties assigned by the President. Normally, one of the Vice-Presidents shall be designated by the Nominating Committee to become President at the end of his/her term as Vice-President. In the event the office of the President becomes vacant, the Vice-President shall succeed to the Presidency for the balance of the term.

Section IV

The Secretary/Treasurer shall be the custodian of the secretarial and financial records, and minutes of the association. He/she shall keep an accurate list of the members of the Association; bear sole responsibility for membership records and membership reports; and report changes in the membership list to the Executive Committee. He/she shall secure the approval of the President on all bills before payment.

Section V

Members-at-large (four) shall perform such duties as may be assigned to them by the President.

Article IV - TERM OF OFFICE AND DUTIES OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

Section I

Nominations for the election of the Executive Committee shall be submitted to the Nominating Committee by *institutional members*. To be eligible for nomination, a nominee must be an *institutional member or individual member* of the Association. Members are elected by a simple majority of those present and voting.

Section II

The President shall chair all *General Meetings* of the Association at which he/she is present, shall act as Chair of the Executive Committee and shall be in full charge of all operations as well as responsible for the supervision of all assigned and delegated duties.

Section III

Two Vice Presidents will assist the President and shall perform the duties assigned by the President. Normally, one Vice President shall be designated by the Nominating Committee to become President *for the next term*. *In the absence of the President, this Vice President shall chair the General Meeting*. In the event the office of the President becomes vacant, this Vice President shall succeed to the Presidency for the balance of the term. *The other Vice President shall be designated Vice President, International Relations*.

Section IV

The Secretary-Treasurer, *in conjunction with the Association's Secretariat*, shall be the custodian of the secretarial and financial records and minutes of the Association. He/she shall keep an accurate list of the members of the Association; bear responsibility for membership records and membership reports; and report changes in the membership list to the Executive Committee.

Section V

The four regional representatives shall act as resource personnel for the Association's newsletter and shall perform such other duties as may be assigned to them by the President.

Section VI

Normalement, le président désigne l'un des membres du Comité exécutif comme "coordonnateur des publications". De préférence, ce coordonnateur est bilingue.

Section VII

Mandat: les membres du Comité exécutif sont en fonction depuis l'ajournement de l'assemblée générale à laquelle ils sont élus jusqu'à l'ajournement de l'assemblée générale suivante, à laquelle leurs successeurs sont élus. Les membres du Comité peuvent être réélus pour un autre mandat.

Section VIII

Entre les assemblées, le Comité exécutif est habilité à combler les postes vacants dépourvus de titulaires.

Section VI

Les membres du Comité exécutif sont en fonction depuis l'ajournement de l'Assemblée générale à laquelle ils sont élus jusqu'à l'ajournement de l'Assemblée générale suivante, à laquelle leurs successeurs sont élus. Les membres du Comité peuvent être réélus pour un autre mandat. *Normalement, le mandat des délégués représentants régionaux est de deux termes de deux ans chacun. Afin d'introduire graduellement ce changement, deux représentants régionaux seront désignés pour un mandat de deux ans et deux autres représentants régionaux seront désignés pour deux mandats de deux ans chacun. Par après, tous les représentants régionaux seront élus pour deux mandats de deux ans chacun.*

Section VII

Entre les assemblées, le Comité exécutif est habilité à combler les postes vacants dépourvus de titulaires.

ARTICLE V - COMMUNICATIONS

SECTION I

Normalement, le Comité Exécutif nomme un membre de l'Association comme rédacteur du bulletin de l'Association.

Section VI

Normally, one member of the Executive Committee shall be designated by the President as 'Publications Coordinator'. Preferably the Coordinator shall be bilingual.

Section VII

Term of office - Executive committee members shall hold office from the adjournment of the National Meeting at which they were elected until the adjournment of the next National Meeting at which their successors are elected. Members of the Executive Committee may be re-elected for a further term of office.

Section VIII

The Executive Committee shall have authority between meetings to fill any vacancy not otherwise provided for.

Section VI

Executive Committee members shall hold office from the adjournment of the *General Meeting* at which they are elected until the adjournment of the next *General Meeting* at which their successors are elected. Members of the Executive Committee may be re-elected for further terms of office. *Normally, regional representatives will hold office for two terms of two years. In order to phase in this rotating representation, two regional representatives will be designated as eligible to hold office for one term and two representatives for two terms. Thereafter regional representation will be elected for two terms.*

Section VII

The Executive Committee shall have the authority, between General Meetings, to fill any *position which may become vacant.*

ARTICLE V - COMMUNICATIONS

Section I

Normally, a member of the Association shall be designated Editor of the Association's newsletter by the Executive Committee.

Article IV - COMITÉS

Section I

Le Comité exécutif désigne un comité des candidatures avant l'assemblée générale de l'Association. Ce comité est composé d'un Président et de quatre membres, un de chaque région.

Section II

Le Président est membre d'office de tous les sous-comités.

Article V - MODIFICATIONS

Les présents règlements peuvent être modifiés lors d'une Assemblée générale ou par scrutin postal.

- a) Une majorité des voix des représentants d'établissement est nécessaire, à la condition que le Comité exécutif ait envoyé par la poste un avis de la modification proposée à chaque membre votant au moins trente jours consécutifs avant l'assemblée générale ou avant la date prévue pour le renvoi des bulletins de vote.
- b) Une modification qui n'a pas été proposée par écrit avant l'assemblée générale selon les conditions mentionnées ci-dessus peut être adoptée par les deux tiers des voix des représentants d'établissements présents et votants.

ADOPTION: Juin 1986

Article VI - COMITÉS

Section I

Le Comité exécutif désigne un Comité des candidatures avant l'Assemblée générale de l'Association. Ce comité est composé d'un Président, *normalement le Président sortant*, et de quatre membres, un de chaque région, *de manière à refléter, autant que faire se peut, la composition de l'Association.*

Section II

Le Président est membre d'office de tous les sous-comités.

Article VII - MODIFICATIONS

Les présents règlements peuvent être modifiés lors d'une Assemblée générale ou par scrutin postal.

- a) Une majorité des voix des représentants d'établissement est nécessaire, à la condition que le Comité exécutif ait envoyé par la poste un avis de la modification proposée à chaque membre votant au moins *soixante* jours consécutifs avant l'assemblée générale ou avant la date prévue pour le renvoi des bulletins de vote.
- b) Une modification qui n'a pas été proposée par écrit avant l'assemblée générale selon les conditions mentionnées ci-dessus peut être adoptée par les deux tiers des voix des représentants d'établissements présents et votants.

RÉVISION: Novembre 1989

Article IV - COMMITTEES

Section I

A Nominating Committee shall be established by the Executive Committee prior to the national meeting of the Association. It shall consist of a Chairman and four members, one from each region.

Section II

The President shall be an 'ex-officio' member of all sub-committees.

Article V - AMENDMENTS

These bylaws may be amended at any national meeting or by mail ballot.

- a) A majority vote of the institutional voting members is required provided that a notice of the proposed amendment has been mailed by the Executive Committee to each institutional voting member at least thirty days (30 calendar days) before the national meeting or due date for returning ballots.
- b) An amendment not proposed in writing prior to the national meeting as in a) above may be adopted by a two-thirds vote of institutional voting members present and voting.

APPROVED: June, 1984

ARTICLE VI - COMMITTEES

Section I

A Nominating Committee shall be established by the Executive Committee prior to the general meeting of the Association. It shall consist of a Chair, *normally the Past President*, and four members, one from each region, *and also wherever possible, shall reflect the composition of the Association.*

Section II

The President shall be an 'ex officio' member of all committees.

ARTICLE VII - AMENDMENTS

These bylaws may be amended at any *General Meeting of the Association* or by mail ballot.

- a) A majority of the voting members is required provided that a notice of the proposed amendment has been forwarded by the Executive Committee to each institutional voting member at least *sixty calendar days* before the *General Meeting* or due date for returning ballots.
- b) An amendment not proposed in writing prior to the *General Meeting* as in Article VII a) may be adopted by a two-thirds vote of the institutional voting members present and voting.

REVISED: November, 1989

□

RECOMMENDATION TO INCREASE THE MEMBERSHIP FEES/ RECOMMANDATION D'AUGMENTER LES COTISATIONS

In accordance with the Bylaws of the Association, the Executive Committee recommends that the schedule of institutional membership fees be changed to the following:

Conformément aux statuts de l'Association, l'Exécutif recommande que les cotisations soient augmentées et que la grille tarifaire soit modifiée et se lise comme suit:

Total Institutional Operating Revenue / Budget de fonctionnement total de l'établissement	Numbers of Members / Nombre de membres	Fees /Cotisations	
0-	1,999	1	60
2000-	3,999	2	90
4000-	5,999	3	125
6000-	9,999	4	150
10000-	14,999	5	180
15000-	19,999	6	210
20000-	29,999	7	240
30000-	39,999	8	270
40000-	49,999	9	300
50000-	74,999	10	330
75000 -	99,999	11	360
100000-	149,999	12	390
150000-	199,999	13	420
200000	and over	14	450

For the information of the membership the current fee structure is:

Pour fins de comparaison, la grille actuelle des cotisations se lit comme suit:

0 -	1,999	1	50
2000-	3,999	2	75
4000-	5,999	3	100
6000-	9,999	4	125
10000-	14,999	5	150
15000-	19,999	6	175
20000-	29,999	7	200
30000-	39,999	8	225
40000-	49,999	9	250
50000-	74,999	10	275
75000 -	99,999	11	300
100000-	149,999	12	325
150000-	199,999	13	350
200000	et plus	14	375

Rationale

Prior to the last fee change approved at the annual meeting in 1986, the fees had been set since 1982. With the latest change in fees, the Executive has attempted to offer an increase in the level of service to the members of the Association. Through the Secretariat, extensive use is being made of the job posting and document alert service. CONTACT has undergone a major overhaul in an attempt to make our newsletter a much more professional publication and the president's semestral report is keeping the members abreast of Executive Committee activities. The Executive has funded a number of Task Forces including student ID and retention of records. New in-roads are being made on the international scene with the Association's continued involvement with the PIER workshops and our role with the TRACE project. In order to maintain the level of support to the membership, the budget must be available for appropriate support.

The number of meetings of the Executive has been kept to a minimum, usually two within a budget year, and they have been scheduled, wherever possible, to coincide with other meetings when some of the Executive would be attending at institutional expense. Executive members are urged to plan sufficiently in advance to take advantage of flight discounts. The Executive has also attempted to make use of telephone conference calling as a cost-saving measure.

In the meantime, the costs of doing business have increased, including postage, printing, and travel and accommodations. In a comparison with the fees for other associations, it was observed that the proposed fees are below the 1988-89 fees for other university-related national associations

Exposé

Le niveau des frais d'adhésion a été modifié pour la dernière fois à l'occasion de la réunion annuelle de 1986. Auparavant, c'est en 1982 qu'il avait été révisé. Lors de la dernière hausse des frais d'adhésion, l'Exécutif avait tenté d'accroître également le niveau des services offerts aux membres de l'Association. Par le biais du secrétariat, on utilise massivement le service d'affichage de postes et celui d'éveil à l'importance de documents. CONTACT a subi des modifications majeures de manière à permettre à notre bulletin de devenir une publication à caractère de plus en plus professionnel; également, le rapport semestriel du président tient au courant les membres de l'Association des activités du comité exécutif. L'exécutif a financé de nombreux groupes de travail dont ceux sur l'identification des étudiants et la conservation des dossiers. Sur la scène internationale, considérant notre engagement dans des dossiers tels ceux des ateliers PIER et notre rôle dans le projet TRACE, nous pavons de nouvelles avenues. Si l'on veut maintenir le niveau actuel des services offerts aux membres, un budget doit nous permettre le soutien financier dont nous avons besoin.

Les rencontres du Comité exécutif ont été réduites au minimum, habituellement deux par année fiscale, et, lorsque cela était possible, planifiées de manière à ce qu'elles coïncident à d'autres réunions auxquelles assistaient, aux frais de leurs établissements, les membres de l'exécutif. Nous encourageons ardemment les membres de l'Exécutif à prévoir assez longtemps à l'avance leurs déplacements pour qu'ils puissent bénéficier des rabais offerts par les compagnies aériennes. L'exécutif a également tenté de se servir des appels conférences à titre de mesure de réduction des coûts.

Entretemps, les services sont de plus en plus onéreux: les frais de poste, les coûts d'imprimerie, les frais de voyage ne cessent d'augmenter. Si l'on compare la grille tarifaire que nous nous proposons d'adopter à celles d'autres organismes nationaux du secteur de l'enseignement post secondaire, on constate que les cotisations proposées seront encore inférieures à celles qui étaient en vigueur en 1988-1989 pour bien d'autres associations

Contact Contact Contact Contact Conta

1988-89 INSTITUTIONAL FEE ASSESSMENT COMPARISON COMPARAISON DES COTISATIONS INSTITUTIONNELLES PERÇUES EN 1988-89

Revenue Related / Liées aux revenus		(\$'000's) (\$, milliers)		Other / Autres	
Public Affairs Council for Education (PACE)	0-	1,999	50	Associate members/ Membres associés: \$50	
	2,000-	4,999	75		
	5,000-	9,999	100		
	10,000-	19,999	125		
	20,000-	49,999	150		
Conseil des affaires publiques pour l'éducation (CAPE)	50,000-	99,999	175		
	100,000-	and over/ et plus	200		

	Association of Registrars of the Universities and Colleges of Canada (ARUCC)	0-	1,999	50	Additional members within the Inst. / chaque membre institut. suppl.: \$25
		2,000-	3,999	75	
4,000-		5,999	100		
6,000-		9,999	125		
10,000-		14,999	150		
Association des registraires des universités et collèges du Canada (ARUCC)	15,000-	19,999	175	Associate members/ membres associés: \$50	
	20,000-	29,999	200		
	30,000-	39,999	225		
	40,000-	49,999	250		
	50,000-	74,999	275		
	75,000-	99,999	300		
	100,000-	149,999	325		
	150,000-	199,999	350		
	200,000-	and over/ et plus	375		

Canadian Association of Universities Business Officers (CAUBO)	0-	1,999	300	Subscriber members/ membres abonnés: \$300	
	2,000-	3,999	350		
	4,000-	5,999	450		
	6,000-	7,999	600		
	8,000-	9,999	800		
Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU)	10,000-	11,999	1,000		
	12,000-	14,000	1,250		
	15,000-	17,999	1,500		
	18,000-	20,999	1,800		
	21,000-	24,999	2,100		
	25,000-	29,999	2,450		
	30,000-	39,999	2,800		
	40,000-	49,999	3,200		
	50,000-	74,999	3,600		
	75,000-	99,999	4,050		
	100,000-	149,999	4,500		
150,000-	199,999	5,000			
200,000-	and over/ et plus	5,500			

Contact Contact Contact Contact Conta

Canadian Association for
Distance Education (CADE)

Institutional membership/
membres institutionnels:

- 6 people /
- 6 pers. \$300
- 4 people /
- 4 pers. \$210

Association canadienne pour
l'enseignement à distance
(ACED)

Individual Membership /
membres individuels: \$60

Journal Subscriber/
abonnés à la revue: \$40

Canadian Association for
University Continuing
Education
(CAUCE)

0-	1,999	200
2,000-	3,999	225
4,000-	5,999	250
6,000-	7,999	275
8,000-	9,999	300
10,000-	11,999	325
12,000-	14,000	375
15,000-	19,999	425
20,000-	24,999	475
25,000-	29,999	525
30,000-	39,999	600
40,000-	49,999	700
50,000-	74,999	850
75,000-	99,999	1,000
100,000-	149,999	1,200
150,000-	199,999	1,400
200,000-	and over / et plus	1,600

Individual membership /
membres individuels: \$75

Journal Subscribers/
abonnés à la revue:
1988 - 1 year /1 an \$18
1989 - 1 year /1 an \$24
- 2 years /2 ans \$44
- 3 years /3 ans \$60

Association pour l'éducation du
personnel dans les
universités du Canada
(AEPUC)

Canadian Association of
Education Development
Officers (CAEDO)

Institutional membership /
membres institutionnels: \$100

Association des directeurs
de développement des
universités et collèges
canadiens (ADDUCC)

Associate Members /
membres associés: \$30

Canadian Society for the
Study of Higher Education
(CSSHE)

Individual Fee /
membres individuels: \$60

Société canadienne pour
l'étude de l'enseignement
supérieur (SCEES)

Subscriber/
abonnés: \$60

Student Retired /
étudiants retraités: \$20

Professional Activities Reports

ELECTRONIC DATA INTERCHANGE PROJECT UPDATE

Anne Pappmehl
Ontario College of Art

The rapid emergence of EDI (Electronic Data Interchange) in more and more commercial sectors worldwide makes it now appropriate to consider its suitability in post-secondary institutions. EDI, a process by which computers can transmit information to one another through an elaborate communication network system, has been gaining steady recognition in the United States as an indispensable administrative tool. In Canada, however, its use in this division has remained relatively minor.

In the interest of examining the possibility of implementing an EDI System among Canadian universities, a seminar was held in Ottawa in February 1990. As a follow up of this seminar and of the interest expressed by several participants, a national working group is in

the process of being formed. Membership is to consist of one representative from each of the provinces and territories. Representatives are still being sought from the Atlantic Provinces. Anyone interested from those provinces - preferably with a NETNORTH connection - is asked to contact Mr. George Hammond, Assistant Registrar (Student Information Systems), Queen's University (HAMMONDG@QUCDN).

ARUCC, which along with OURA sponsored the February seminar, will be asked to sponsor and support the work of this group. Once in place, this committee's central role will be to work with the AACRAO Task force, with help from the EDI Council of Canada and the CSA/CGSB Joint Committee on EDI. As an additional priority, the committee will be searching for an individual or individuals willing to organize an EDI Information Distribution Centre.

This Centre will be responsible for providing pertinent materials on EDI to interested institutions. Anyone interested in assuming this task should contact Mr. Hammond, above.

The possibility of an EDI pilot project in Ontario will likely be investigated after the committee has been formed. The developments on EDI will be reported in a summary to be given June 22 at the ARUCC Conference in Quebec.

Anyone not acquainted with EDI and wishing more information may obtain a copy of the "Canadian EDI Handbook", 1990 ed. by contacting:

The EDI Council of Canada
5401 Eglinton Avenue West
Suite 203
Etobicoke, Ontario
M9C 5K6
Price: \$19.95

REVIEW OF STUDENT IDENTIFICATION CARDS

Robert Tiffin
University of Western Ontario

Editor's Note: *The following review of practices of Canadian colleges and universities regarding the technology, cost and fees for the production of student identity cards was initiated in 1988 by the ARUCC Executive Committee. The survey questionnaire was developed and administered by Lou Ariano, Brock University.*

I. Use and Users

1. A total of 72 responses from colleges and universities from across Canada were received. Six of the respondents indicated that their institutions did not issue student identification cards. Specifically, those not utilizing ID cards are Athabasca University, Canadian Bible College, College Militaire Royal de Saint-Jean, Royal Military College, Royal Roads Military College, and the Winnipeg Bible College.

2. Is the ID card used for Academic Purposes?

All respondents indicated that the card is viewed as being multi-purpose. The most frequently noted usages were: entry to final examinations and access to computer laboratories for software rental and computer account charges. Other areas of usage noted were: library, language labs, food services, athletic facilities, student elections, student pubs, transcript requests, entry to sporting events, financial aid, and student publications.

3. Do you use the ID card for library privileges?

Yes - 56 (85%) No - 10 (15%)

3.(a) Is your library automated?

Yes - 33 (50%) No - 33 (50%)

Equipment employed in the automated libraries:

CAER Series 500, OCR-A Readers
Bar Code Reader - Hewlett Packard
Welch-Allyn bar code scanner
Intermec 9510
GEAC
Epic readers
Sysdac3 printer from embossed student card
Ocelot system

4. Is the ID Card Required for Examination Security?

Yes - 25 (38%) No - 35 (53%) No Response - 6 (9%)

Is the card checked during the examination?

Yes - 22 (33%) No - 2 (3%)

Is the student prevented from writing the exam if the ID card cannot be produced?

Yes - 10 (15%) No - 11 (17%)

Responses to this question were qualified. One institution qualified an affirmative response by stating that upon the third occurrence of not having the card, a student is not permitted to write the exam. A couple of respondents indicated that the student must present valid identification to the Registrar within five days or transcript and grade report issuance would be delayed.

5. Is the ID Card Required to Access Physical Education Facilities?

Yes - 49 (74%) No - 17 (26%)

The majority of the cards are reviewed by staff in the sports facilities. Most are manual checks with the exception of Dalhousie University which noted that a barcode reader is employed to verify the card.

6. Are Faculty Members Required to Have ID Cards?

Yes - 31 (47%) No - 30 (45%) No Response - 5 (8%)

Those issuing cards to faculty members indicated that the cards were used to access the library, athletic facilities, to charge accounts in the bookstore, to claim written examinations from the Registrar, to use as a bus pass, for lunchplans, commercial discounts in the community, and for security identification outside of regular office hours.

II. EQUIPMENT

1. Type of equipment used?

Those institutions with a photo-identification card require film, cameras, empaks/pouches, laminators, and cutters. In a few institutions an embosser and a magnetic strip encoder were also required. In addition, labels, validation stickers, and bar codes are required. Polaroid systems ID 2 or 3, Identacam Systems Canada, and National Identification Systems' Identifier 4 were the most frequently noted suppliers of the photo-systems.

2. Special Materials?

Validation stickers, preprinted barcode labels, anodized labels, embosser, film, three part card stock (empaks), magnetic tape strip, plasticized paper.

3. Suppliers

Identacam Systems Canada, Downsview, Ont.
National Identification Card Systems
16-1295 Eglinton Ave. E., Mississauga, L4W 3E6
Creative Laminating Ltd., Regina
Diverbec Inc., Drummondville, Que. - pouches
Southam Paragon Graphics
Moore Business Forms
Addressograph/Multigraph Co. - embosser
General Binding - lamination
Polaroid Canada Ltd.
System Business Forms - anodized labels
Drummond BF - cards
R.L. Crane - cards
C. Davis Mfg. Co.
Weldon, Williams, & Lick, Inc. - stickers
Fort Smith, Arizona
Industrial Identification & Plastics, Edmonton
Source Binding, Delta, B.C. - plastic seals
Davis & Henderson Ltd., Toronto, - barcodes labels
Enable Integrated Software - to print student labels
Davies Enterprises, Halifax
Pitney Bowes Canada - embossing equipment
La Cie d'Identite - pouches, camera - Montreal
Hewlett Packard
Norman Binding, Weston, Ont. - luggage tags

S.V.B. Binding Inc., Drummondville, Que. - pouches

4. Are the cards coded?

No - 35 (53%)

Magnetic - 2 (3%)

George Brown College

Mount Saint Vincent University

Electronic - 1 (2%)

Mount Saint Vincent University

Other:

Barcoding - 17 (26%)

Embossed - 4 (6%)

Punched - 1 (2%)

III. Security

1. What information is listed on the ID card? How is it shown?

The most common items of information recorded on the ID card are the full name, student number, faculty/college, degree, program of study, student status, session for which it is valid, and the expiry date. This information is usually provided on a validation label or printed directly onto the card. A few institutions indicated that the Social Insurance Number, birthdate, address, bookstore validation, and meal plan indicator also appeared on the card. Of the respondents, only two indicated that the card is embossed. McMaster currently uses their embossed card like a credit card in the university bookstore.

2. Does your institution's ID card have a picture of the bearer?

Only 16 (25%) of the 63 respondents indicated that they do not employ a photo-ID card.

3. Does your province have a driver's licence with a photograph?

27 (43%) of the 63 respondents indicated that their province does not have a driver's licence with a photograph.

4. Does your institution have more than one ID card?

43 (43%) of the 63 respondents indicated that no other ID card is provided on campus. In the remaining institutions, the most frequently noted issuers were: library, athletics, food services, parking, and the copy centre.

5. Who endorses the ID card? How is the card endorsed?

Responses to this question indicated some confusion about the question. Sixteen respondents indicated that the student endorses the card by signing it. The remainder also indicated that endorsement consisted of a signature, label, sticker, or embossing from the Registrar, Business Office, Student Services (Life), or the Parking Office. Two universities indicated that endorsement consisted of their Presidents' signatures. The endorsement is imprinted on the card, a signature/validation seal in the camera, or through the use of labels and stickers.

6. Is the bearer's signature required on the ID card?

Only 7 of the respondents indicated that this was not a requirement.

7. Are there restrictions placed on the replacement of ID cards?

Most respondents focused on the payment of a fee for replacements. A few of the institutions noted the need for the presentation of a proof of identification, verification of student status, and proof that fees had been paid in order to receive a new or duplicate card.

8. Are the ID cards validated each year/term/semester?

Thirteen institutions indicated that they do not validate at each session of registration. Of these institutions, however, most issue a new card to the student rather than validating the old one.

9. What department in your institution is responsible for the preparation and distribution of ID cards?

Registrar	41 (62%)
Student Services	11 (16%)
Library	5 (7%)
Finance	4 (6%)
Audio-Visual Services	3 (5%)
Ancillary Enterprises	1 (2%)
Computer Services	1 (2%)

IV. COST TO THE USERS

1. Is there an initial charge for the ID card?

Only ten institutions indicated that there was a charge. The fees charged were as follows: \$.50, \$1.00, \$2.00, \$2.50, and \$5.00.

2. Is there a replacement cost?

50 (76%) of 66 respondents indicated that there was a replacement fee. The fees ranged from \$1.00 to \$85.00 at Trent University where the card is also a bus pass. The majority of replacement charges are in the \$5.00 range. In those institutions with library, athletic, and mealplan cards separate fees were applicable. A summary table, by institution, is included with the cost and quantity of cards produced.

V. Annual Production and Costs

A summary report by institution is appended.

VI. Final Comments

Given that this information was initially collected in 1988, it is likely that changes would have occurred in the interim, especially production costs and replacement fees.

In the summer '89 issue of *College and University*, issued by AACRAO, there was an interesting article on the approach being employed at Boston College. They are now using the ID card in a manner similar to Automated Teller Machine cards, only the machines give information rather than money.

Contact Contact Contact Contact Contact

RESPONDENT	ANNUAL QUANTITY	\$ COST	\$ FEE
ABITIBI-TEMISCAMINGUE	3500	875	1
BISHOP'S	1800-FT 1400-PT	1250	5
BRANDON	2000	6000	5
BRIERCREST BIBLE COLLEGE	1300	2249	2
BRITISH COLUMBIA	15000-NEW 10000-VALIDATION	8000	6
BROCK	-	-	5
CALGARY	20000	17000	5
CAMBRIAN	7000	8000	5
CAMROSE LUTHERAN	950	1440	5
CANADIAN BIBLE COLLEGE	-	-	5
CANADIAN THEOL. SEMINARY	150	300	-
CANADORE COLLEGE	3200	-	5
CAPE BRETON COLLEGE	2200	3000	10
CAPILANO COLLEGE	3200	-	3
CARLETON	6000	-	5.50
CHICOUTIMI	6000	15000	2.50
DALHOUSIE	8000	10,000	12
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES	10000	5000	5
ECOLE POLYTECHNIQUE	1000	2300	-
EMILY CARR COLLEGE	700	400	5
FRASER VALLEY	3000	600	5
GEORGE BROWN	101500	106000	0
HOLLAND COLLEGE	800	2400	3
HULL	7500	1000	-
LAURENTIAN	4000	-	5
LAVAL	100000	4000	2-First/ 5-Thereafter
MARIANOPOLIS	1550	3100	5
MCGILL	15000	15000	10
MCMASTER	5000	11750	15
MEMORIAL	50000	-	-
MOUNT ALLISON	2300	6300	10
MOUNT SAINT VINCENT	4000	1200	10
NIPISSING UNIV. COLLEGE	700	-	5
NORTHERN LIGHTS COLLEGE	1000	400	-
NORTHWEST COMMUNITY	800	1600	5
OLDS COLLEGE	1000	2000	15
OTTAWA		52.67/M (label)	5
UNIV. SAINT-PAUL	16000-FT 15000-PT	2525 3305	
P.E.I.	1000	2000	2
QUEEN'S	5000	8500	10
REDEEMER	400	1400	10
REGINA-S.I.F.C.	3600	7812	10

ContactContactContactContactContac

RIMOUSKI	13000	542	1
SAINT LAURENT	-	-	4
SAINT MARY'S	2000	3166	10
SAULT COLLEGE	2500	-	2
SHERBROOKE	11200	8736	5
S.I.A.S.T	2000	3166	10
WASCANA CAMPUS	2200		
TRENT	6-7000	6000	85-FT 5-PT
TRINITY WESTERN	1500	2900	5
TROIS-RIVIERES	25000-REG.	5000	1
	1500-LIBRARY	3000	0
	3000-SPORTS	600	3
TORONTO	14000	7200-card 7200-material 2100-film	5
VICTORIA	5000	9000	5
WESTERN ONTARIO	10000	16500	11
WINDSOR	3500	4350	5
WINNIPEG	10000	15500	5

RAPPORT DU VICE-PRESIDENT AUX RELATIONS INTERNATIONALES: JUIN 1988 - JUIN 1990

*Des Bevis
University of Manitoba*

INTRODUCTION

Depuis que j'ai présenté mon dernier rapport, en juin 1988 à Toronto, les activités de l'ARUCC dans le domaine des relations internationales ont été limitées par manque de fonds externes.

Néanmoins, l'ARUCC est de plus en plus reconnue par les gouvernements et par les organisations professionnelles comme une ressource importante dans l'évaluation des crédits académiques acquis à l'étranger. Cela se reflète entre autres dans les invitations que l'ARUCC reçoit pour participer aux discussions sur le développement international de ces activités.

DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

(a) P.I.E.R. Canada

Après un long délai, le rapport qui a résulté de l'atelier de P.I.E.R. Canada a été publié et distribué aux institutions membres de l'AACRAO ou de NAFSA. Les membres de l'ARUCC qui sont également membres de l'AACRAO ont reçu une copie du rapport à titre gracieux.

(b) P.I.E.R. Europe de l'Est

Le manque de fonds externes pour supporter les participants canadiens a provoqué le retrait de l'ARUCC de cet atelier qui a eu lieu en mai 1989, sur la Hongrie et la Yougoslavie.

Ayant agi comme directeur associé de cet atelier et comme chef de groupe en Yougoslavie, j'ai pu bénéficier à ce titre d'une subvention de voyage de source américaine. L'atelier résultera en deux rapports, l'un sur la Hongrie, en cours d'impression, et l'autre sur la Yougoslavie, en cours de rédaction de la version finale.

(c) P.I.E.R. Royaume-Uni

Là encore, le manque de fonds a empêché l'ARUCC d'être représentée formellement dans cette recherche. David Green, de Acadia University, a obtenu une bourse de voyage du British Council, afin de participer à l'étude qui a eu lieu en avril. Un rapport préliminaire a été présenté à la conférence de

l' AACRAO de la Nouvelle Orléans, selon lequel l'étude a connu un grand succès.

(d) Etude du système d'éducation de l'Indonésie.

Au cours de l'automne dernier, l'ARUCC a été invitée par l'AUCC à soumettre une proposition pour étudier le système d'éducation de l'Indonésie. L'étude serait effectuée sous contrat pour le compte de COGESULT, une firme de consultation qui fait de la formation en Indonésie pour le compte de l'ACDI.

Nous avons soumis une proposition à l'AUCC en décembre 1989. En mars 1990, j'ai été informé que COGESULT était intéressée par la proposition, mais à l'heure actuelle il n'y a pas encore eu de décision à ce sujet. Si notre proposition est acceptée, il s'agira de réaliser une étude du type de celles que P.I.E.R. effectue. L'équipe de recherche sera composée d'un directeur, d'un directeur adjoint et de six membres de l'ARUCC. Etant donné que cette recherche serait effectuée sous contrat, les dépenses de voyage des participants seront couvertes par les revenus.

REPRESENTATION DE L'ASSOCIATION

(a) T.R.A.C.E.

Ce projet avance rapidement. En octobre 1989, le président a représenté l'ARUCC à l'assemblée constitutive qui s'est tenue à Paris. Vingt-trois pays et quatorze organisations internationales ou régionales y étaient représentés. L'AUCC y représente les institutions canadiennes. Deux universités ont été sollicitées par l'AUCC et ont accepté de participer à un projet pilote, pour recueillir de l'information institutionnelle dans un format prescrit. Je joins à ce rapport une copie de la dernière édition de la brochure de TRACE.

(b) Secrétariat d'Etat.

L'ARUCC a été représentée à la troisième rencontre élargie concernant le développement international. Ce forum nous a permis d'exprimer avec force la frustration que nous éprouvons, concernant le manque chronique de fonds pour effectuer de la recherche sur l'évaluation des acquis académiques à l'étranger. D'autres organisations telles CAGS et l'AUCC nous ont supportés dans nos interventions, alors que la position du Secrétariat d'Etat est à l'effet que rien ne peut être fait tant qu'on n'a pas établi, d'un commun accord avec le Conseil des ministres de l'Education, une commission canadienne pour la reconnaissance des acquis.

(c) P.I.E.R.

Le Comité exécutif a été forcé de se retirer formellement des projets P.I.E.R., à cause du manque chronique de fonds. A regret, P.I.E.R. a accepté cette décision. Nos collègues américains éprouvent eux-aussi des difficultés à obtenir les fonds nécessaires aux projets. C'est pourquoi ils ont décidé de joindre P.I.E.R. et W.E.S. (World Education Services) pour former une seule organisation. Arunas Alisauskas est membre élu de ce nouveau Comité, à titre de membre de l' AACRAO.

CONSEIL DES MINISTRES DE L'EDUCATION, CANADA

L'ARUCC a été représentée à la rencontre de planification de la Commission canadienne pour la reconnaissance des grades et des crédits, qui a eu lieu en mars à Toronto. Cette rencontre a révélé que la Commission ne sera qu'un centre d'information et ne fournira pas le leadership ou l'autorité nécessaire pour établir un organisme national de reconnaissance des acquis. Malheureusement, elle ne sera pas non plus une source de financement de la recherche sur les systèmes d'éducation étrangers. Aussi

je suggère que l'ARUCC ne participe plus activement dans la Commission, mais qu'elle supporte plutôt les initiatives de l'AUCC et du Conseil des ministres de l'Education dans ce domaine.

CONCLUSION

Aussi longtemps que l'ARUCC ne disposera pas de sources de financement fiables, il n'y aura pas de progrès dans le domaine de l'éducation internationale.

Durant les quatre dernières années, on a réalisé beaucoup de contacts précieux et on a établi une crédibilité dans ce domaine. Les membres doivent décider maintenant s'il faut continuer à bâtir sur cet acquis. Si ce domaine est un objet important pour les membres et s'ils veulent investir dans le développement professionnel qu'il renferme, il faut qu'ils orientent le prochain Comité exécutif en ce sens et il faut qu'ils le supportent dans sa recherche de fonds pour permettre aux membres de l'ARUCC de participer aux projets à venir.

J'ai eu l'honneur de servir comme Vice-président aux relations internationales pendant quatre ans. Ce fut une expérience extrêmement gratifiante, qui a résulté en bien d'amitiés. Je désire remercier le Comité exécutif pour son support. En particulier, je suis reconnaissant aux deux présidents, Ygal Leibu et Ainsley Towe, pour l'encouragement qu'ils m'ont prodigué. J'espère que le travail que j'ai commencé sera continué et qu'il se développera, pour le bénéfice de nos membres, des étudiants et des personnes éduquées à l'étranger, au service desquels nous sommes.

□

REPORT OF THE VICE-PRESIDENT (INTERNATIONAL RELATIONS): JUNE 1988 - JUNE 1990

*Des Bevis,
University of Manitoba*

INTRODUCTION

Since my last report, presented in Toronto, June 1988, the affairs of ARUCC in the area of International Relations have been restricted by the continued lack of external funding support. However, ARUCC has increasingly been recognized by government and professional organizations as an appropriate resource in the evaluation of foreign academic credentials, and as an invited participant in discussions on international development.

PROFESSIONAL DEVELOPMENT

(a) P.I.E.R. Workshop on Canada

Following a long delay the PIER Workshop on Canada Report was published and available to member institutions through AACRAO or NAFSA. ARUCC members who also hold membership in AACRAO should have received one complimentary copy of the Report.

(b) P.I.E.R. Workshop on Eastern Europe (1)

Lack of funding support resulted in the withdrawal of ARUCC participation in the P.I.E.R. Workshop to Hungary and Yugoslavia in May 1989. As Associate Director of the Workshop I was funded by U.S. sources and also filled the position of team leader to Yugoslavia. The report will be published in separate country volumes, with the Hungary volume at print and the Yugoslavia volume in the final editing stage.

(c) P.I.E.R. Workshop on U.K.

Again, lack of funding support prevented formal representation by ARUCC members on this Workshop. A travel grant was obtained from the British Council to assist one member, David Green, Acadia University, to participate in the Workshop. The visit to the U.K. took place in April of this year, and was reported at AACRAO as being a great success.

(d) Study of the Education System of Indonesia

In the fall of last year ARUCC was approached by AUCC and invited to submit a proposal for a study of the education system of Indonesia under a contract to COGESULT, a consulting group operating in that country through a general training grant of CIDA. A formal proposal was submitted through AUCC in early December 1989. In March I was informed that COGESULT was pleased with the proposal but no decision had been made. I am still awaiting word.

If accepted, the proposal calls for a P.I.E.R.-type workshop with, in addition to a Director and Administrator, six team members drawn from the membership of ARUCC. As this Workshop would be under contract, participants would be fully funded for all travel expenses.

ASSOCIATION REPRESENTATION:

(a) T.R.A.C.E.

The TRACE project has proceeded at a steady pace. In October 1989 President Leibur represented the Association at the Constitutive Assembly held in Paris. Twenty-three countries were represented at the Assembly, together with representatives from fourteen international and regional organizations.

ARUCC is now the formal Canadian member of TRACE. Through our association with TRACE, two of our member institutions have agreed to assist in the development of a pilot project by inserting institutional profile data onto a formatted diskette.

(A copy of the latest TRACE brochure is attached to this report.)

(b) Secretary of State

The Association was represented at the third, and expanded, round table discussion on international development. This forum gave an opportunity to forcibly express our frustration with the lack of funding for our research projects. It was encouraging to hear support expressed around the table for the need for Canadian participation and initiatives in the area of international credential evaluations. Particularly supportive were the representatives from AUCC and CAGS. The Secretary of State position was that nothing could be done until agreement had been reached with CMEC on the UNESCO Convention on Academic Mobility and the establishment of a Commission on the Recognition of Foreign Credentials.

(c) P.I.E.R.

By formal resolution of the Executive, ARUCC felt forced to withdraw its association with P.I.E.R. It was considered inappropriate for ARUCC to continue its partnership with PIER while funding for participation in its activities remained so uncertain. The decision was accepted by P.I.E.R. with sincere regret, but the relationships established remain on a good footing. At the last AACRAO meeting P.I.E.R. formally amalgamated with W.E.S. (World Education Services) to form a new and yet-to-be named organization. This action has been taken as a result of the difficulties our U.S. colleagues are also experiencing in the area of fund raising. Arunas Allsaukas will be serving on this new Committee as an elected AACRAO member.

(d) AACRAO

Members continue to serve on AACRAO committees and the service of Canadians on these committees is very well received.

CMEC:

ARUCC was represented at a Planning Group meeting of the Commission for International Recognition of Studies, Diplomas and Degrees, held in Toronto in March of this year. It became clear at the meeting that the Commission would become nothing more than an Information Centre and would not be providing the leadership and/or authority necessary for the establishment of a national body on the recognition of international equivalencies nor be a funding source for research into foreign education systems. It has been therefore proposed that ARUCC will no longer be an active participant in this project, but will act in a supportive role to AUCC and CCC in any developments they make in this area.

CONCLUSION

Until such time as ARUCC's activities in the area of International Education can be placed on a sound financial base, very little progress will be possible. Over the past four years valuable linkages have been made and a degree of professional credibility has been realized. It is hoped that we can build on this, but a clear decision has to be made by the membership as to whether they wish to continue in this direction. If it is agreed that the area of International Education is important to the Association, and to the professional development of its members, then clear direction must be given to the Executive and financial support must be forthcoming to enable members to participate in the opportunities which may occur.

I have had the privilege of serving the Association as Vice-President (International Relations) for four years. For me it has been an extremely rewarding experience and has resulted in establishing many friendships. I wish to acknowledge the support I have received from the Executive, and, in particular, I wish to express my sincere appreciation for the encouragement and unfailing support I have received from two Presidents, Ygal Leibou and Ainsley Towe. I trust that the work we have started will continue and expand to the benefit of our members, the Association and those students and individuals educated overseas whom we serve in our day-to-day work.

Contact

THE ARUCC NEWSLETTER
BULLETIN DE L'ARUCC

Special Issue
June 1990 Conference
Numéro spécial
Congrès juin 1990

Editor / Rédacteur:

Jim Boniface

Translation / Traduction

Ygal Leibou

Design, Layout, Technical Production / Conception graphique, mise en page, réalisation technique:

Daniel Leibou

Word processing / Traitement de textes:

Suzanne Lavigne-Denys

Proofreading / Révision de textes:

Jim Boniface

Mary Roffé

Suzanne Lavigne-Denys

Printing / Impression:

Service de reprographie,
□ Université du Québec à Montréal

Contact Contact Contact Contact Conta

Notes personnelles

Personal Notes

ContactContactContactContactConta

Contact Contact Contact Contact Conta

ARUCC 90
June 20-23 1990
Quebec City

ARUCC 90
Du 20 au 23 juin 1990
Ville de Québec

